

Aux armes, Européens !

## De la même auteure

*Si l'Europe n'existait pas*, Éditions de l'Observatoire, 2024.

*La guerre qu'on ne voit pas venir*, Éditions de l'Observatoire, 2022.

*Le Monde actuel en BD : L'Europe en BD* (ill. Nathalie Desforges), Casterman, 2019.

*La Démocratie en BD* (ill. Aki), Casterman, 2017.

*Choisissez tout*, Jean-Claude Lattès, 2014.

Nathalie Loiseau

# Aux armes, Européens !

L'ÉDITIONS DE  
OBSERVATOIRE

Ce livre ne peut être reproduit ni utilisé à des fins  
d'entraînement de systèmes d'intelligence artificielle.  
La fouille de textes et de données est interdite conformément  
à l'article 4(3) de la Directive (UE) 2019/790.

ISBN : 979-10-329-3897-3

Dépôt légal : 2026, février

© Éditions de l'Observatoire/Terre Neuve Éditeurs, 2026.  
170 *bis*, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris

## Aux armes, Européens !

« [L'espoir, ce] n'est pas la conviction qu'une chose aura une issue favorable mais la certitude que cette chose aura un sens, quoi qu'il arrive. »

Vaclav HAVEL

Nous en sommes tous plus ou moins conscients : notre mode de vie, notre sécurité, nos démocraties et la paix elle-même sont menacés en Europe. Nous en avons été les rentiers et nous avons sombré dans l'indolence, certains que personne ne s'en prendrait plus à nous et que nous pouvions savourer en toute quiétude les dividendes de la paix.

Aujourd'hui la Russie ne sait plus exister que par la guerre, celle qu'elle mène, brutale, à l'Ukraine et celle qu'elle poursuit, insidieuse et hybride, vis-à-vis de nous. Aujourd'hui les États-Unis nous tournent le dos, lassés d'être le sous-traitant de notre sécurité. Aujourd'hui la Chine nous espionne, l'Azerbaïdjan nous insulte, le Sahel nous rejette. Aujourd'hui on ne nous respecte plus.

Le sommet de l'OTAN du 24 et 25 juin 2025, à La Haye (Pays-Bas), a jeté une lumière crue sur ce que nous sommes : terrifiés que l'allié américain nous lâche

mais incapables de nous prendre en main. Ce constat, je l'avais déjà fait depuis longtemps et j'ai choisi, à ma mesure, de contribuer à bâtir une défense européenne. Elle est née, elle est encore jeune et fragile. Elle ne remplacera pas les efforts que chaque pays doit faire par lui-même, la France y compris. Avoir la première armée d'Europe et une dissuasion nucléaire autonome est une fierté française, mais nous sommes loin du compte, très loin. Nous ne produisons pas assez d'équipements, nous n'avons pas assez d'hommes ni assez de moyens. Nos voisins ne sont pas mieux dotés, et ils sont moins autonomes. Chaque pays européen doit apprendre à se réarmer.

Mais nous ferons mieux, nous serons plus efficaces si nous joignons nos forces. Nous aurons les armes qui nous manquent si nous les produisons ensemble en Européens, si nous achetons européen et si nous coordonnons nos efforts. L'Europe n'affaiblira pas notre souveraineté, elle la renforcera. Elle s'y emploie.

Nous n'éviterons pas la question de la dissuasion nucléaire ni celle d'un pilier européen de l'OTAN, dès lors que le parapluie américain se referme. Elles sont sur la table.

Ces sujets ne peuvent rester discutés entre experts sans investir le débat public. Il n'y aura aucun effort de défense suffisant sans un effort de tous, donc un consentement à l'effort. Il n'y a aucune défense qui vaille sans des hommes et des femmes pour y prendre part, qu'ils aient embrassé la carrière des armes ou qu'ils soient simples citoyens, mais citoyens à part entière. Nos démocraties ne survivront aux coups de boutoir qu'elles subissent que si tous les démocrates se lèvent et se battent pour elles. Aux armes, Européens !

## La réalité de la menace russe

Le conciliateur, c'est quelqu'un qui nourrit un crocodile en espérant être le dernier à être mangé.

Winston CHURCHILL

La guerre d'agression russe en Ukraine nous a ouvert les yeux sur la réalité de la menace que représente l'impérialisme de Vladimir Poutine. Pourtant, cette menace n'a pas commencé avec l'Ukraine et ne s'arrêtera pas avec la fin de cette guerre.

Certains diront que nous avons été naïfs. C'est humiliant, et pourtant c'est nous faire encore trop d'honneur. Nous avons été aveugles et sourds au projet impérialiste de Vladimir Poutine, jusqu'à ce que la réalité nous rattrape.

Lorsque la propagande russe nous rend responsables de la guerre en Ukraine, elle ment en essayant de justifier l'injustifiable, l'agression d'un État souverain qui ne présentait aucune menace de la part de son voisin qui en nie jusqu'à l'existence. Non, mille fois non, l'OTAN ne porte aucune responsabilité dans le déclenchement de « l'opération spéciale », triste euphémisme d'une guerre de haute intensité prévue pour durer trois semaines et qui est entrée dans sa cinquième

année sans qu'on en voie la fin. Jamais l'OTAN n'a contraint aucun pays souverain à la rejoindre, bien au contraire. Ceux qui sont entrés dans l'Alliance l'ont fait parce qu'ils se sentaient menacés par la Russie et non parce qu'on leur aurait forcé la main. Dans le cas de l'Ukraine, c'est même tout à fait l'inverse d'une adhésion forcée. Depuis 2008, Kyiv frappe à la porte de l'Alliance. Depuis cette date, l'OTAN a pratiqué une politique de « porte ouverte » qui a en réalité consisté à laisser l'Ukraine à la porte. C'était la volonté de la France et de l'Allemagne, dans l'espoir de ne pas mécontenter la Russie. Elle était bien mal inspirée, cette volonté, l'année même où Vladimir Poutine déclenchait une guerre en Géorgie et ne pouvait plus laisser aucune illusion sur ce qu'il comptait faire des anciennes républiques soviétiques lorsqu'elles ne se pliaient pas suffisamment à sa volonté. Promettre en même temps à l'Ukraine de l'accueillir un jour dans l'OTAN et ne rien entreprendre pour permettre cette adhésion pendant les quinze années qui ont suivi a fragilisé Kyiv et encouragé Moscou à frapper. Se satisfaire, toujours en 2008, d'une cote très mal taillée par le président Nicolas Sarkozy alors au faîte de sa popularité pour mettre fin à l'opération militaire russe en Géorgie n'était qu'une autre forme d'encouragement envoyé au Kremlin. Certes, le cessez-le-feu négocié par la France a empêché Tbilissi de tomber. Mais les conditions imposées à la Géorgie étaient celles que Vladimir Poutine avait souhaité dicter. Quant à prendre la pleine mesure de la désinhibition russe face au recours à la force brute, il semble qu'on s'en soit bien gardé en Géorgie, comme ensuite en Crimée et au Donbass. Combien de feux verts et de cartes blanches avons-nous ainsi envoyés à Vladimir Poutine ? Quel aveuglement a-t-il fallu à certains de nos services de renseignement pour

répéter en boucle, alors qu'ils n'en savaient rien, que la déstabilisation du Donbass était l'affaire de quelques séparatistes sincères plutôt qu'une action déterminée de la Russie et de ses « petits hommes verts » ? Quels obstacles a-t-il fallu franchir pour que la France finisse par renoncer à livrer à la Russie les deux porte-hélicoptères Mistral qu'elle lui avait vendus en 2010, toujours sous la présidence de Nicolas Sarkozy, et qui ont failli lui être livrés malgré l'annexion de la Crimée et la guerre du Donbass, jusqu'à ce que François Hollande décide de bloquer leur livraison ?

Faut-il parler de naïveté ou plutôt d'un aveuglement coupable, quand aucun dirigeant occidental n'a véritablement réagi au discours que prononça Vladimir Poutine à la Conférence sur la sécurité de Munich en 2007 ? Il y qualifiait alors l'élargissement de l'OTAN de « provocation qui sape la confiance mutuelle », alors qu'il avait été invité lui-même à des sommets de l'Alliance. Comment doit-on décrire l'absence renouvelée de réaction des Occidentaux au texte publié par le président russe à l'été 2021, sept mois avant le début de l'agression russe en Ukraine, lorsqu'il assène que « Russes et Ukrainiens ne forment qu'un seul peuple », Russie et Ukraine « un espace historique et spirituel qui, pour l'essentiel, est le même », et que « la vraie souveraineté de l'Ukraine n'est possible qu'en partenariat avec la Russie » ? Cela, c'est ce que j'ai appelé « l'insoutenable légèreté de l'Ouest<sup>1</sup> ».

Alors oui, en un sens, la propagande russe a raison : l'OTAN est à l'origine de la guerre d'agression que subit l'Ukraine, parce qu'elle l'a laissée advenir en ne voulant pas y croire.

Les propos de Vladimir Poutine n'ont pas été pris au sérieux, pas plus que ses préparatifs militaires. Lorsqu'en janvier 2022, de retour d'un voyage en Ukraine qui

m'avait menée jusqu'à Marioupol et à Zaporijia, après avoir parlé à des militaires ukrainiens et surtout après les avoir écoutés, j'écrivis un article pour alerter qu'à mes yeux, une offensive russe d'ampleur était devenue inévitable<sup>2</sup>, que n'ai-je entendu ? « Loiseau de mauvais augure », répétaient les idiots utiles du Kremlin dont la France regorge. « Attaquer l'Ukraine ne serait pas rationnel, ce n'est pas l'intérêt de Vladimir Poutine », me rétorquèrent doctement quelques généraux de plateaux télé et bien des diplomates. Le 24 février 2022, on m'a demandé comment j'avais su. Je m'interroge encore : comment a-t-on pu ne pas croire ce qu'on voyait ?

Il a fallu du temps à Emmanuel Macron pour se détourner de tous ceux qui lui faisaient miroiter une « relation spéciale » avec la Russie et pour mesurer ce qu'il devait vraiment attendre de Vladimir Poutine. Je ne fais pas ici référence à son fastueux accueil à Versailles, où le président français a heureusement eu la lucidité de s'en prendre à Russia Today et aux organes de propagande russes. Je ne blâme pas davantage la rencontre de Paris en 2019 avec Merkel, Poutine et Zelensky, signe d'un « format Normandie » à bout de souffle qu'a dénoncé à demi-mot le président ukrainien à l'époque (« Mes collègues ont dit que c'était un très bon résultat pour une première rencontre. Pour moi, je vais le dire, ça n'est pas encore assez »). J'ai commencé à être mal à l'aise au moment de l'invitation à Brégançon, qu'on aurait dit sortie d'un mauvais épisode de *House of Cards*, tentative avortée de séduction d'un président russe autour de phrases toutes plus absurdes les unes que les autres : « La Russie est une grande puissance des Lumières [...] Elle a sa place dans l'Europe des valeurs à laquelle nous croyons [...] Derrière le mot *libéral* on met parfois des choses qui ne sont pas les mêmes », alors qu'Anna Politkovskaïa avait déjà été assassinée,

Sergueï Skripal empoisonné, que la Russie bombardait la Syrie d'obus et la France de désinformation.

Ce que j'ai vécu comme un chemin de croix, ce fut l'enchaînement des rencontres et des conversations entre le président français et le président russe, entre le moment où j'ai alerté Emmanuel Macron sur le risque d'une guerre imminente en janvier 2022 et celui où il a prononcé le fameux discours de Bratislava fin mai 2023. Lorsque le président français s'est précipité à Kyiv et à Moscou pour tenter d'enrayer la marche vers la guerre, j'ai applaudi son audace et son choix de tenter le tout pour le tout. Mais quand je l'ai vu rester impassible aux commentaires menaçants de Vladimir Poutine lors de leur conférence de presse commune au Kremlin, je n'ai pas compris. Peut-être sur le moment Emmanuel Macron n'a-t-il pas compris lui-même qu'en reprenant, devant lui, les paroles d'une chanson folklorique russe, « Que ça te plaise ou non, ma jolie, faudra supporter », qui fait allusion à un viol en parlant de l'Ukraine, Vladimir Poutine annonçait la couleur, de la plus sombre des manières et de la plus provocante possible.

On espère que ses conseillers l'ont éclairé. Dans ce cas, on ne comprend pas, ou du moins je n'ai pas compris, le temps qu'il a fallu au président français pour admettre que Poutine se jouait de lui. « Il m'a menti », a concédé Emmanuel Macron, bien plus tard, alors qu'il avait continué à multiplier les conversations avec le président russe et les commentaires accommodants. Je me souviens avec une acuité particulière de cette phrase : « Il ne faut pas humilier la Russie », prononcée devant plusieurs journalistes et publiée le 4 juin 2022. Je m'en souviens tout particulièrement pour une raison simple : au moment où elle a été rendue publique, j'étais à Kyiv. J'ai choisi de ne pas mettre le sujet sous le tapis, ce n'était pas possible et

ce n'était pas la peine. Je suis entrée dans le bureau du principal conseiller de Volodymyr Zelensky, dont les fenêtres étaient protégées par des sacs de sable, en disant simplement que j'étais venue pour voir comment ne pas humilier l'Ukraine. Je ne pouvais pas dire autre chose. Mon interlocuteur a souri, compris mon embarras et m'a demandé que nous fassions une conférence de presse ensemble. J'ai accepté à une condition : rappeler le soutien que la France apportait à l'Ukraine. Il a tenu parole. J'ai insisté pour ma part sur la nécessité pour les Européens de faire davantage. Je pensais profondément ce que je disais et ce ne fut pas un effort aussi grand que celui consenti par le principal conseiller de Volodymyr Zelensky forcé – parce que les responsables ukrainiens n'ont pas souvent la possibilité de dire vraiment ce qu'ils pensent – de passer l'éponge sur un commentaire d'Emmanuel Macron qui les avait profondément heurtés, tout comme la plupart de nos partenaires européens.

Je livre ce récit ici comme je l'ai fait auprès du président de la République. De même, j'ai eu l'occasion de lui dire combien son insistance à chercher des « garanties de sécurité » pour la Russie tout au long de la première année de la guerre me paraissait mal inspirée et combien elle passait mal, tant c'était l'Ukraine qui souffrait de n'avoir jamais bénéficié de garanties de sécurité sérieuses de notre part. La conversation a été longue, un peu vive mais, je crois, constructive. J'ai eu cet échange, que je rapporte ici, par respect pour le président. Parce que j'avais l'occasion de lui parler d'un sujet sur lequel je lui avais beaucoup écrit, parce qu'il m'invitait à m'exprimer, je n'ai mis dans ma poche ni mes convictions ni ce que je savais, grâce à la fois à mes voyages en Ukraine et à ma fréquentation quotidienne d'autres Européens. Je n'étais pas certaine de le faire

changer d'avis, mais j'étais convaincue qu'il parlait avec moi en connaissance de cause, sachant parfaitement ce que je pensais et prêt à en débattre. Ce fut le cas et je ne regrette pas un instant d'avoir été une voix, parmi je l'espère beaucoup d'autres, pour le contredire sur ce sujet précis. Ce que j'ai déploré en revanche, c'est l'affolement de son entourage à l'idée que l'on ose tenir tête au chef de l'État, lui dire ce que l'on pense plutôt que d'abonder dans son sens. « On ne parle pas comme ça au président de la République », a tenté de me dire un collaborateur qui n'avait été ni membre du gouvernement ni élu par les Français, ce que je n'ai pas manqué de lui rappeler. Mais si, précisément, par respect pour le président de la République, quel qu'il soit, on lui dit ce qu'on pense, ce qu'on sait, on l'informe, on débat. Libre à lui de décider ensuite en son âme et conscience. C'est lui qui est responsable de ses décisions devant les Français, personne d'autre. La courtoisie n'a jamais été une forme de respect, juste une hypocrisie confortable où l'on place sa propre carrière et son propre confort avant le service du bien commun. C'est, j'en suis convaincue, une façon de mépriser aussi bien celui que l'on flatte que ceux qui attendent autre chose d'un conseiller que d'oublier l'intérêt général au profit de son intérêt particulier.

Fort heureusement, Emmanuel Macron a évolué dans sa perception de la guerre en Ukraine et de l'impérialisme russe. Il l'a notamment démontré dans son discours de Bratislava, prononcé le 31 mai 2023 et que certains de ses conseillers n'avaient pas vu venir. J'étais présente, « dans le coup » et, à dire vrai, je n'avais cessé d'attendre et d'espérer ce moment où la France redeviendrait elle-même, défenseuse de la liberté contre l'oppression, de la souveraineté contre l'agression. Ce moment où elle reconnaîtrait n'avoir pas assez écouté les alertes des pays